

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/ADP/W/313

G/SCM/W/321

29 mars 1996

(96-1144)

**Comité des pratiques antidumping
Comité des subventions et des
mesures compensatoires**

Original: anglais

REPONSES AUX QUESTIONS POSEES PAR LES ETATS-UNIS¹ CONCERNANT LES NOTIFICATIONS DE LOIS ET REGLEMENTATIONS PRESENTEES PAR L'ISLANDE²

La Mission permanente de l'Islande a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 21 mars 1996.

1. Selon la définition du terme "dommage" figurant à l'article 19 de la Loi douanière islandaise, des droits antidumping ou compensateurs ne sont perçus que si "les importations qui font l'objet d'un dumping ou sont subventionnées ont causé ou menacent de causer un dommage à des branches de production nationales ou ont gravement entravé leur activité". Que veut dire le membre de phrase "ou ont gravement entravé leur activité"? Est-il compatible avec la définition du terme "dommage" qui figure à la note 9 de l'article 3 de l'Accord ADP et à la note 45 de l'article 15 de l'Accord SMC?

Réponse

L'Islande se conforme au système dualiste dans l'application du droit international à la législation intérieure islandaise. En principe, des lois sont nécessaires pour donner directement effet dans le système juridique islandais aux dispositions du droit international, notamment aux obligations découlant de traités. Un principe de jurisprudence bien établi veut, toutefois, que la législation nationale soit interprétée conformément au droit international et aux obligations internationales que l'Islande a contractées. Ce principe est encore renforcé dans le Règlement n° 351/1994 relatif aux droits antidumping et compensateurs qui, au paragraphe 2 de son article premier, dispose spécifiquement qu'il doit être tenu compte des dispositions des accords internationaux auxquels l'Islande est partie.

Le membre de phrase visé, énoncé dans l'article 19 du Règlement, "... ont gravement entravé [l']activité" des branches de production nationale est ambigu et semble aller plus loin que l'article 15 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires et l'article 3 de l'Accord antidumping. Il serait donc interprété d'une manière compatible avec les articles pertinents des accords.

Comme il est indiqué dans la notification, la législation islandaise relative aux droits antidumping et compensateurs fait l'objet d'un réexamen et sera remplacée par une nouvelle législation qui sera pleinement compatible avec les accords.

¹G/ADP/W/213-G/SCM/W/223, G/ADP/W/249-G/SCM/W/259.

²G/ADP/N/1/ISL/1-G/SCM/N/1/ISL/1.

2. Aux termes de l'article 3.2 de l'Accord ADP et de l'article 15.2 de l'Accord SMC, il faut examiner si les importations effectuées dans des conditions déloyales ont "d'une autre manière, pour effet de déprimer les prix dans une mesure notable ou d'empêcher dans une mesure notable des hausses de prix qui, sans cela, se seraient produites". Comment la loi islandaise met-elle en oeuvre cette prescription?

Réponse

L'article 20, paragraphe 3, du Règlement n° 351 dispose que, pour évaluer l'existence d'un dommage, les autorités prendront, notamment, en considération les prix, par exemple la baisse des prix ou l'absence d'une hausse de prix qui se serait produite en d'autres circonstances. Il est vrai que le libellé n'est pas identique à celui de l'Accord antidumping et de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, mais, pour rappeler la réponse à la question n° 1, l'application de cet article ne serait pas incompatible avec les articles pertinents des accords.

3. Aux termes de l'article 3.4 de l'Accord ADP et de l'article 15.4 de l'Accord SMC, l'examen de l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur la branche de production nationale comporte une évaluation de certains facteurs économiques pertinents. L'article 20.3 de la Loi douanière ne prescrit pas l'examen des facteurs suivants énumérés à l'article 3.4 de l'Accord ADP et à l'article 15.4 de l'Accord SMC: "diminution effective et potentielle" des bénéfices, de la production et de la productivité; "importance de la marge de dumping"; et "effets négatifs, effectifs et potentiels, sur les stocks, les salaires, la croissance, la capacité de se procurer des capitaux ou l'investissement". Comment la loi islandaise met-elle en oeuvre ces prescriptions?

Réponse

L'article 20.3 cité dans la question est celui du Règlement n° 351, et non de la Loi douanière. Il convient de noter que l'article 3.4 de l'Accord antidumping et l'article 15.4 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires ne donnent pas une liste exhaustive des facteurs économiques pertinents qui doivent être pris en compte dans l'évaluation. De même, l'article 20.3 du Règlement ne donne pas non plus une liste exhaustive des facteurs qui peuvent être pris en considération. Il est vrai que le Règlement est plus limité que les articles des accords, mais ce fait en soi n'indique pas qu'il y ait conflit entre les accords et le Règlement. Ainsi qu'il est expliqué dans la réponse à la question n° 1, les facteurs mentionnés dans les articles pertinents des accords seraient dûment pris en considération.

4. L'article 21 de la Loi douanière dispose qu'une "menace de dommage n'existe que lorsqu'il est vraisemblable qu'un état de chose particulier risque de déboucher sur un dommage véritable". Comment cela est-il compatible avec l'article 3.7 de l'Accord ADP et l'article 15.7 de l'Accord SMC qui prescrivent qu'une telle menace "doit être nettement prévu[e] et imminent[e]"?

5. L'article 21 de la Loi douanière prévoit qu'afin de déterminer s'il y a menace de dommage, il "peut" être tenu compte du "taux d'augmentation des importations" qui font l'objet de l'enquête. Comment cet article est-il compatible avec l'article 3.7 i) de l'Accord ADP et l'article 15.7 i) de l'Accord SMC, en vertu desquels l'autorité doit examiner un "taux d'accroissement notable" des importations?

Réponse

Prière de se reporter à la réponse donnée à la question n° 3. L'article 21 du Règlement dispose que pour déterminer l'existence d'une menace de dommage "... il pourra être tenu compte, par

exemple ..." de l'augmentation des importations qui font l'objet d'un dumping et de la capacité d'exportation du pays exportateur. En d'autres termes, les autorités n'ont pas à se limiter à ces facteurs dans leurs délibérations puisque la liste n'est pas exhaustive. Elles ont toute liberté d'examiner d'autres questions pertinentes telles que celles qui sont énumérées à l'article 3.7 de l'Accord antidumping. Le libellé de l'article relatif à la menace de dommage comporte un élément d'évaluation qui permet aux autorités de prendre pleinement en considération les dispositions des accords.

6. Comment l'article 21 de la Loi douanière est-il compatible avec la prescription de l'article 3.7 iii) de l'Accord ADP et de l'article 15.7 iii) de l'Accord SMC, en vertu de laquelle l'autorité doit, dans le cadre de son analyse de l'existence d'une menace, "examiner [les] importations entrant à des prix qui auront pour effet de déprimer les prix intérieurs dans une mesure notable ou d'empêcher dans une mesure notable des hausses de ces prix, et qui accroîtraient probablement la demande de nouvelles importations"?

7. Comment l'article 21 de la Loi douanière est-il compatible avec la prescription de l'article 3.7 iv) de l'Accord ADP et de l'article 15.7 iv) de l'Accord SMC, en vertu de laquelle l'autorité doit, dans le cadre de son analyse de l'existence d'une menace, examiner "[les] stocks du produit faisant l'objet de l'enquête"?

Réponse

Ces questions appellent les mêmes observations que les questions précédentes et la question n° 1. La liste donnée dans l'article 21 du Règlement n'est pas exhaustive. Par conséquent, rien n'empêche les autorités compétentes en matière de droits antidumping ou compensateurs de prendre en considération, dans leurs délibérations, les articles pertinents des accords.

QUESTIONS ORALES

1. La législation islandaise semble s'appliquer au commerce des marchandises aussi bien qu'au commerce des services. Pourriez-vous expliquer de quelle façon une mesure corrective sous la forme d'un droit antidumping ou compensateur s'appliquerait aux services?

Réponse à la question orale n° 1

En se fondant sur les mêmes principes que lorsqu'il s'agit de marchandises, les autorités chercheraient à établir que les services en question sont subventionnés ou font l'objet d'un dumping. Si toutes les conditions sont remplies, un droit pourrait être imposé. Il est, toutefois, évident qu'il peut être plus difficile d'établir qu'il y a dumping dans le cas de services, et que cela peut poser quelques problèmes de définition.

2. Existe-t-il en Islande un comité chargé de mener les enquêtes antidumping?

Réponse à la question orale n° 2

La réponse est oui.